

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE  
adhérente à l'IFA



ISSN 0026-9433

N° 776  
DU 15 MARS AU 22 MARS  
10,00 F



Capitalisme  
les gardiens du temple

## De la politique des blocs à la gestion des nationalismes

On ne saurait mesurer l'évolution des rapports entre les deux super-puissances qu'à la seule aune des soubresauts politiques que connaissent les pays de l'Est. La démocratisation du Chili, du Brésil, voire plus récemment du Nicaragua, — démocratisation au sens propre du terme avec le passage du régime militaire à un régime civil, ou d'un régime autoritaire à un régime parlementaire — est aussi importante que celle des Pologne, Roumanie et autre Tchécoslovaquie. Il ne reste plus que la Chine, encore dirigée par la vieille garde gérontocratique, la Corée du Nord et quelques Albanies pour refuser le principe du multipartisme.

Toutefois, il faut bien voir que les transformations politiques et économiques des pays de l'Est ne suivent pas les mutations idéologiques de leurs dirigeants mais qu'elles les conditionnent. Ce constat est d'ail-

leurs valable pour le passé. Depuis Staline, sinon depuis Lénine, il y a belle lurette que la phraséologie marxiste n'est utilisée que pour ce qu'elle est : la nouvelle religion du pouvoir qui cimente les intérêts — bien matériels ceux-là — de la nouvelle classe bureaucratique aux commandes.

### Faillite du dirigisme économique

A l'Est comme à l'Ouest, un mode de gestion a fait faillite, celui de l'intervention prépondérante de l'Etat dans le domaine économique, trop coûteux, trop inefficace, trop lourd, ponctionnant au niveau de chaque pays une part trop importante des richesses alors que s'exacerbe la compétition économique internationale. Place, désormais, à

(suite page 3)

## N'EST REVOLUTIONNAIRE QUE L'EGALITÉ SOCIALE

Le capitalisme montre sa puissance. Sur la matière, d'abord. Les dernières années ont confirmé la reprise de la croissance, tout particulièrement dans les nations de l'OCDE : + 2,6% en 1986 ; + 23,5% en 1987 ; + 4,4% en 1988 ; + 3,6% en 1989. La production se développe dans presque tous les pays industriels. Même la sidérurgie française n'est plus déficitaire, avec les huit milliards de francs de bénéfices d'Usinor-Sacilor.

Le commerce international est florissant : + 2,7% de croissance en volume en 1989, après les 8,5% de 1988. En valeur, les transactions auront franchi, en 1989, le cap des trois mille milliards de dollars américains, les échanges du secteur des services, environ 20% de cette somme, n'étant pas compris dans ce total.

L'économie mondiale n'est plus aujourd'hui une vue de l'esprit ou une anticipation — la circulation des produits et des matières premières lient ensemble toutes les parties de la planète en une étroite interdépendance. Qu'on songe qu'entre 1947 et 1987, le taux moyen des tarifs douaniers est passé de 40% à 5%.

Le capitalisme règne sur les esprits. L'idée de marché triomphe. Si on recommence, à l'Ouest, à parler de « régulation », à l'Est, au contraire, dans les nations d'économie prétendue planifiée, les prêtres du marché roi, les frères de ceux qui conseillaient Reagan et Pinochet, sont à l'œuvre.

Les conséquences de cette politique peuvent déjà se constater en Pologne, où l'inflation a atteint, l'année dernière, 700% et où le dollar américain sert de seconde monnaie pour toutes les transactions commerciales.

Tout le monde sait aujourd'hui que le marché triomphe parce que le « socialisme réellement existant » des Etats dirigés par les partis marxistes-léninistes est un échec complet. Il ne s'agit pas seulement de la ruine des espoirs d'égalité et de liberté rêvés par les fondateurs du socialisme, mais

aussi, et surtout, de la faillite quasi complète de l'économie de ces pays.

Au cours d'un débat entre intellectuels français et soviétiques organisé par *Les Nouvelles de Moscou*, l'un de ces derniers affirmait : « Au cours des soixante-dix dernières années, la Russie est devenue un pays d'une extrême pauvreté. [...] Un compromis s'est instauré entre les structures étatiques et les mécanismes naturels de survie hérités des structures anciennes. De ce fait, nous avons adopté le principe suivant : si l'Etat ne paie pas assez, il faut voler en guise de compensation. Les formes d'organisation étaient tout à fait inadéquates et inefficaces. Deux pour cent seulement des exploitations, les fermes individuelles, fournissaient jusqu'à 48% du produit agricole brut. On ne peut pas appeler cela le communisme » (1).

Les nouveaux patrons, la « bourgeoisie rouge », les nomenklaturistes, se mettent en conséquence à l'école des vieux maîtres. Ils aspirent sans doute aussi au confort, à la sécurité de la propriété des moyens de production et à la considération dont on entoure ses détenteurs.

(suite page 3)

## Amis lecteurs

AVEC ce numéro du *Monde libertaire* devait commencer la nouvelle formule. Malgré tous nos efforts, nous n'avons pu tenir entièrement nos engagements pour le 15 mars. Si des modifications ont été apportées dans la présentation générale et l'organisation des pages, l'exemplaire que vous avez en main a été photocomposé de façon classique.

Depuis fin octobre, nous nous sommes attelés à une tâche énorme pour des militants qui ne peuvent y consacrer du temps qu'en dehors de leur activité salariée : restructurer la fabrication de notre journal, trouver et aménager un local, acquérir le matériel nécessaire et adéquat, former un permanent à la PAO, créer et tester une maquette nouvelle selon les possibilités techniques offertes par la micro-édition, organiser une campagne de promotion pour favoriser la sortie de notre organe de presse, etc. Et cela en cinq mois à peine !

Déjà, nous avions dû reculer l'échéance, mais comment s'en étonner lorsque l'on sait qu'un tel processus dure au moins six mois dans la presse bourgeoise (avec des professionnels s'y consacrant à temps plein ou partiel).

Les retards se sont donc accumulés et nous n'avons pas eu la possibilité d'effectuer un certain nombre d'essais essentiels (flashage, présentation des rubriques, numéro zéro pour tester les changements typographiques et structurels, circuit de fabrication...). Nous avons dû opter entre trois possibilités : tenter le tout pour le tout et risquer, soit le « pépin » technique fatal qui nous aurait empêché de paraître, soit de présenter un numéro qui n'aurait pas été au point ; puis la solution mitigée que nous vous offrons aujourd'hui ; et enfin reculer une fois de plus la date du rendez-vous.

Vu les engagements pris auprès de nos lecteurs et de tous ceux qui nous ont soutenu, en considérant la campagne d'affichage que les militants ont mené, nous avons pensé que nous devions réaliser une partie au moins de nos projets et poursuivre dans les meilleures conditions possibles la mise au point de la nouvelle formule. Selon les difficultés rencontrées (par exemple, nous avons tardivement découvert que notre logiciel de mise en page ne fonctionnait pas de manière satisfaisante), nous pourrions dès la semaine prochaine vous présenter le fruit de nos efforts.

Car il est impératif de ne pas céder au découragement : près de 12 000 affiches ont été collées dans toute la France, des autocollants sont disponibles, une nouvelle affiche a été imprimée et peut être commandée à la librairie, notre souscription atteint dès maintenant le chiffre de 88 808 F. Tout cela prouve bien que nous avons résolu les principales difficultés qui s'opposaient à une transformation (pourtant nécessaire) du *Monde libertaire*.

LES ADMINISTRATEURS

T 2137 - 776 - 10,00 F



F°P. 2520

A propos de la troisième révolution

# L'arbre effeuillé est l'amant des cyclones

Alors que les enfants de Marx, Lénine, Staline, Mao... se rallient en catastrophe à la démocratie parlementaire et à l'économie de marché, les anarchistes affirment toujours la nécessité de la révolution et du socialisme.

« Il est parfaitement possible de faire la révolution en refusant le totalitarisme marxiste-léniniste. »

On ne cesse de nous le dire, de nous le répéter, de nous le seriner et de nous le marteler : l'ère des révolutions est close.

A quoi bon en effet une révolution, c'est-à-dire une rupture avec le capitalisme, dès lors que ce système témoigne, via un mode de fonctionnement consensuel recherchant sans cesse des équilibres entre les « antagonistes d'intérêts », de sa capacité à évoluer en douceur ?

A quoi bon une révolution visant à mettre en place une alternative au capitalisme, alors que les enfants de Marx, Lénine, Staline, Mao... mettent les pouces et se rallient en catastrophe à la démocratie parlementaire et à l'économie de marché ?

A quoi bon chercher à casser et à remplacer un système qui, avec la faillite des pays de l'Est, n'hésite plus à se poser comme modèle universel et indépassable ?

### La révolution : pourquoi ?

Le discours actuellement dominant en Occident — celui du pouvoir, de la société dite civile, des médias, des déserteurs, transfuges, convertis, repentis et autres renégats — repose en fait sur deux arnaques.

La première, partant du fait que le système communiste à la mode du marxisme-léninisme est un véritable cimetière pour les libertés individuelles et politiques et pour l'efficacité économique conclue à l'indépassabilité du capitalisme. Or si la comparaison entre l'Est et l'Ouest est incontestablement en faveur du capitalisme occidental, cela ne signifie pas pour autant que ce dernier soit indépassable. Pour ce faire, il faudrait qu'il approche la perfection et que n'existe aucune autre alternative. Et tel n'est pas vraiment le cas.

Les pays occidentaux où sévissent le chômage, la précarité, la misère, la discrimination... parquent en effet chaque jour un peu plus de gens dans les mouroirs de l'exclusion sociale et du quart-monde. Il s'agit là d'un fait de plus en plus massif qui restreint considérablement le mythe d'un capitalisme terre promise de la liberté et de l'efficacité. De plus, la relative prospérité et la relative démocratie qui règne dans la sphère occidentale reposent, il faut quand même le savoir, sur le pillage d'un tiers-monde qui lui n'a pas droit à la démocratie parlementaire. Et enfin, ici et là, en Occident et dans

le Tiers-Monde, le capitalisme, de par sa conception de la production et de la consommation, pollue la terre, l'eau et l'air au point de commencer à mettre en péril la survie même de l'espèce humaine.

Dans ces conditions, le problème n'est pas tant de savoir si le « modèle » capitaliste est dépassable (et vu ses limites on ne voit pas pourquoi il ne serait pas dépassable) que de comprendre que ce dépassement relève aujourd'hui de la nécessité.

Tel est le sens des alternatives au capitalisme qui sont mises en avant par certains écologistes et par les anarchistes.

La deuxième arnaque du discours dominant consiste à affirmer qu'une révolution mène obligatoirement au communisme de type marxiste-léniniste, à la dictature et au chaos, et d'en conclure que seuls des réformes et des évolutions dans le cadre du capitalisme peuvent permettre de faire avancer les choses. Or, et nous en sommes l'exemple vivant, il est parfaitement possible d'être révolutionnaire ou de faire la révolution tout en combattant et en refusant le totalitarisme marxiste-léniniste.

Et de même, parce que les dominants n'accepteront jamais de se voir retirer leurs privilèges, parce que le système capitaliste est un tout dont chaque élément constitutif est tout à la fois cause et effet de l'autre et de l'ensemble des autres, et parce que les tentatives de réformes s'avèrent sans grandes perspectives (cf. les socialistes français qui affirment aujourd'hui clairement ne pas pouvoir rompre avec le capitalisme), la rupture révolutionnaire s'avère finalement le seul moyen pour pouvoir changer vraiment les choses.

### Remember Kronstadt !

Qu'en 1990, à l'heure de la faillite frauduleuse d'une certaine conception de la révolution et du socialisme, on puisse encore se réclamer de la révolution et du socialisme, passe assurément pour de l'originalité : originalité, tu parles !

En 1921, déjà, les insurgés de Kronstadt, après avoir été les artisans de la chute du tsarisme et du régime bourgeois qui lui avait succédé, tenaient le même langage et considéraient leur lutte contre le bolchévisme comme relevant d'une troisième révolution... en vue d'instaurer le socialisme. Dans le numéro 6 du 8 mars 1921 des *Izvestia* de Kronstadt, dans un article intitulé *Pourquoi nous luttons ?*, ils écrivaient :

« C'est ici, à Kronstadt, qu'est posée la première pierre de la troi-

sième révolution, celle qui brise les dernières chaînes des masses laborieuses de l'Est et de l'Ouest, devenant l'exemple d'une nouvelle construction socialiste, opposée à « l'ordre » bureaucratique des bolchéviques, convainquant les travailleurs étrangers de toute évidence que ce qui a été accompli chez nous jusque là au nom des ouvriers et des paysans n'était pas du socialisme.

Les ouvriers et les paysans doivent aller en avant de manière irréversible laissant derrière eux l'assemblée constituante et son régime bourgeois, la dictature du Parti communiste, des tchékas et du capitalisme d'Etat qui étouffent le prolétariat et menacent de l'étrangler définitivement... »

Comme on le voit, en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle soi-disant obscur, nous ne découvrons pas l'Amérique en « osant » la révolution et le socialisme. Nos camarades de Kronstadt, anarchistes et autres, avaient déjà compris que le fascisme rouge à la mode du tsarévitch Lénine et du feld-maréchal Trotski constituait le dernier rempart — étatique — du capitalisme pour endiguer les vagues déferlantes de l'espérance socialiste.

Aujourd'hui, ce rempart, ayant explosé, la troisième révolution se trouve à même de pouvoir éclore. Certes, son programme, celui de la révolution et du socialisme libertaire a besoin, soixante-dix ans après sa conception, d'être redéfini à la lumière de notre époque. Nous avons, notamment, à positiver notre conception de la rupture révolutionnaire en l'insérant dans un processus tout à la fois de destruction et d'alternatives en actes ; nous avons à préciser le pourquoi de notre espérance en élaborant des projets sociaux et sociétaires démontrant clairement en quoi ils sont porteurs de davantage de liberté, de justice, de démocratie, d'égalité, de pluralisme, d'efficacité, de respect de la nature... que le capitalisme ; nous avons à redéfinir où, quand, comment, avec qui, pour qui, par quels moyens... la révolution est susceptible d'opérer... Mais il ne s'agit là que d'une question de temps.

Pour l'heure, c'est vrai, la troisième révolution a une petite voix. Le fiâscò marxiste-léniniste a sérieusement effeuillé le vieil arbre socialiste. Mais qui s'en plaindrait ?

Pas les bourgeois libertaires qui vont enfin pouvoir éclore et chevaucher des tempêtes aux vents desquelles se récolteront les jours de fête d'un monde nouveau.

Jean-Marc RAYNAUD

## Lignes d'horizon (1)

M I fou du roi mi conseiller du prince ; archange de l'ombre attaché au service de « Dieu » ; homme de pouvoir et qui plus est de pouvoir occulte... Jacques Attali pourrait se contenter de digérer une rente de situation en ponctuant de deux rôts de morgue et de trois pets de fausse modestie une carrière somme toute assez bien réussie. Après tout, d'autres qui sont loin d'influer autant que lui sur le cours des choses méditerranéennes ne se privent pas d'éruer à la cantonnade de lourds poncifs à la gloire d'une gestion socialiste du capitalisme allant son petit bonhomme de chemin entre la sauvagerie libérale et la barbarie lénino-stalinienne !

Certes, ici comme ailleurs, J. Attali ne cache pas de nombreux soupçons d'aise, mais sous ce vernis d'autosatisfaction, on le sent préoccupé pour lui, toute vie sociale supposant une gestion de la violence et cette gestion ayant opéré successivement sur le mode du sacré, de la force et de l'argent, nous vogueons actuellement vers une société hyper industrialisée dominée par la concurrence dans la production et la distribution « d'objets nomades » du type ordinateurs, téléfax... Or, cette « neuvième forme de l'ordre marchand » n'est pas sans dangers potentiels. Guerres à la périphérie, bien sûr, mais également « menaces pour l'espèce humaine si la logique du système fait marchandise de tout, de la nature comme de l'homme » (2)... toutes choses qui portent en elles les sales germes de la révolte ; des ruptures en tous genres, des révolutions tonitruantes et des espérances conquérantes.

Fi donc, du triomphalisme béat à la mode, car la roche tarपीenne n'est jamais très loin du Capitole.

Maylis O'Brian

(1) Par Jacques Attali, éditions Fayard, 75 F.  
(2) André Laurens : Le Monde, 14-15 janvier 1990.

## Sommaire

- PAGE 1, Politique : N'est révolutionnaire que l'égalité sociale de J. Toublet ; Nationalisme à l'Est de Philippe Pelletier ; Amis lecteurs.
- PAGE 2, Arguments : La révolution est toujours à faire de Jean-Marc Raynaud ; Attali en prend pour son grade par Maylis O'Brian.
- PAGE 3, Politique : Fichage informatique de Pascal Choisy.
- PAGE 4, Social : Recomposition syndicale et grèves en hausse (LN et A. Terdi) ; La CGT et les luttes de J.-P. German.
- PAGE 5, Dans le monde : Ça bouge toujours à l'Est par Alexandre Skirda ; Vodka-Cola, non merci de Serge.
- PAGE 6, Société : La journée internationale des femmes de Nelly ; Les nouvelles maternités par Monique Figarol.
- PAGE 7, Expressions : Notes de lecture, Programme RL.
- PAGE 8, Société : Où va l'industrie automobile par Alexis Pierre ; Communiqués FA ; En bref.

## Abonnez vous !

### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-administration : 145, rue Amelot, Paris-11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris-19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publ routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

## N'est révolutionnaire que l'égalité sociale

(suite de la page 1)

une forme de gestion plus souple, alliant quelques investissements publics à la masse des capitaux privés. A l'Est, il était temps pour la bureaucratie des partis prétendument communistes puisque l'incroyable gabegie menaçait leur propre existence. A l'Ouest, le Japon a glorieusement montré l'exemple, qui allie au long de son histoire contemporaine les temps forts et les temps faibles du dirigisme économique, en réalité un pragmatisme jamais démenti par les faits et politiquement reconduit aux récentes élections législatives.

La théorie a donc suivi l'expérience dans la tombe. Mort aux idéologies ! Les pays du communisme d'Etat qui furent les zélés du tout-Etat ont pris quelque retard dans l'aggiornamento mais la brutale conversion de l'extrême-droite mondiale (chilienne, reaganienne, thatchériste, lepéniste) au libéralisme aussitôt qualifié de néo signalait déjà dans quelle direction s'acheminaient les courants profonds de l'économie et de la politique. Comme à l'accoutumée, les fascistes bruns et rouges ont évolué en duo.

Les social-démocraties classiques jouent elles aussi dans le même registre, renonçant au credo interventionniste de l'Etat et octroyant moult libéralités aux grandes entreprises privées.

Les pays que certaines bonnes âmes versaient dans un nouveau conglomérat, qualifié de non-aligné ou de tiers-mondiste pour mieux se l'approprier, suivent un chemin similaire, à leur manière, non sans confusions dans les régions où la tradition islamiste impregne — ou veut impregner — l'ensemble de la vie sociale. Si l'Iran des mollahs accorde la part belle aux subventions de l'Etat, elle le doit à la rente pétrolière tandis que l'Algérie, qui ne peut plus vivre de son seul gaz naturel, cherche à redévelopper le secteur privé.

### Le renouveau des nationalismes

Sur ces bases, une nouvelle ère

s'ouvre incontestablement dans les relations internationales. L'affrontement est esquivé au profit de la coopération... Cela fait des années que l'agriculture américaine renfloue le régime soviétique grâce à ses surplus de blé, mais, cette fois, l'assistance mutuelle des bourgeoisies du capitalisme privé et d'Etat prend de l'ampleur : envois de capitaux, échanges de technologies, prêts, traités, garanties, zones franches.

Les populations vont-elles en retirer les fruits, bénéficier au moins d'une réduction des conflits armés ?

Rien n'est moins sûr car leur légitime insatisfaction tend à emprunter les chemins du nationalisme. Y a-t-il du chômage ? C'est la faute aux émigrés, aux Arabes, aux Turcs, aux autres peuples, aux Japonais... Y a-t-il défaillance du système politique ? C'est la revendication d'une indépendance ou d'une réunification qui se conjugue au mode du chauvinisme.

Or, le nationalisme, c'est l'ornière, c'est l'impasse, sanglante et meurtrière, c'est la guerre ! Les dirigeants de tous les pays le savent bien qui attisent les préjugés et les haines stupides, laissent pourrir des situations, ce qui permet de masquer leurs responsabilités tout en prêchant l'union sacrée (comme en Pologne) ou en jouant les médiateurs. La palme revient sur ce point à l'Armée Rouge que les médias occidentaux ont sans sourcil comparé aux casques bleus de l'ONU ! Mais, après tout, n'est-ce pas la même démarche de pacification hypocrite ?

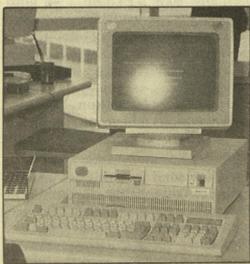
Le plus grand danger vient de là. Il faut que les anarchistes gardent une longueur d'avance. De toute manière, dans ce village planétaire où s'entrecroisent les mille et uns courants de civilisation et où les dangers (écologiques, militaires, économiques) revêtent une dimension universelle, on ne peut que raisonner — pour agir — à cette échelle. Le fédéralisme et l'internationalisme restent à l'ordre du jour !

Philippe PELLETIER

## Fiches et flics et notes et farces...

DE qui se fiche-t-on ? Le tollé provoqué par la décision de la Commission nationale Informatique et Liberté (!) a donné lieu à un déferlement burlesque. Quelques choses comme le tango combiné au pas de l'oiseau...

On nous ficherait ? L'Etat se permettrait de répertorier nos convictions politiques, nos activités syndicales, nos origines ethniques et religieuses ? La question paraît franchement risible, pour qui se souvient de la création, dès 1982, d'un fichier « antiterroriste » comportant... six mille places. Fichier qui valut à nombre de militants absolument légaux, soumis à un simple contrôle d'identité, d'être arrêtés et conduits au poste par des flics de base affolés : leur fiche les qualifiait d'individus « dangereux et susceptibles d'être armés », sans qu'on ait jamais eu aucun délit à leur reprocher...



Depuis 1945, la police fiche systématiquement toutes les communautés étrangères (avec un fichier spécial pour les Juifs. Il ne faut jamais perdre les bonnes habitudes), tous les syndicalistes, tous les journalistes, et a fortiori tous les militants — les journalistes syndicalistes militants d'origine juive ne gagnent même pas d'ordinateur ! Un fichage exclusivement manuel ? Tu parles, Pierre, héritier de Charles !

Un point rassurant, néanmoins, dans ce fichage avide, obsessionnel, paranoïaque : les militants arrêtés au cours des différentes rafles de Joxe ou de Pasqua ont pu constater que leurs fiches comportaient un taux ahurissant d'erreurs grossières.

La réponse de la vertueuse bergère CNIL au non moins vertueux berger Rocard ne manque pas de comique, mais la farce tourne au grinçant quand la police entre en scène, scandalisée que l'on puisse imaginer de fiche les armes des flics fliageurs. Comment ? Il suffirait de faire un ball-trap sur un soi-disant fugitif, sans même manifester une intention « farouche » de le tuer, pour se voir irrémédiablement fiché ? La solidarité des flics, les excuses que présentait le chef de la police nationale aux syndicats professionnels furent un grand moment de l'histoire de notre démocratie.

A propos, notre démocratie entreprend ces jours-ci de chiffrer sa grandeur. Vous êtes ainsi priés, le plus anonymement du monde, d'indiquer vos noms, prénoms, adresse, date de naissance, nationalité, employeurs, revenus, et de fournir les mêmes renseignements sur toutes les personnes que vous hébergez. Sans oublier de signer le bas de votre anonymat confessionnel... Cette petite formalité permettant simplement à notre démocratie de répertorier tous les poils, toutes les nationalités de ses occupants. Suggérer de faire preuve d'un peu de fantaisie, en remplissant ce census, relèverait certainement du plus odieux incivisme.

Pascale CHOISY

## De la politique des blocs à la gestion des nationalismes

(suite de la page 1)

### Le triomphe des inégalités

Ce bilan largement positif, en termes productifs, du capitalisme, n'a en rien modifié les inégalités sociales ; au contraire, au cours des dernières années, elles se sont aggravées.

Une plus grande part de la richesse produite, par exemple, est affectée, en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, aux revenus du patrimoine. Plus 2% de 1980 à 1987 précisément, qui réduisent la partie réservée aux salaires de près d'un point et demi...

Oui, on a bien lu : depuis quelques années, la rente augmente en pourcentage, comme avant la Première Guerre mondiale — et au nom du modernisme.

L'échelle de cette inégalité des patrimoines peut être dessinée simplement : — 10% de la population possède 0,1% des revenus du patrimoine ; plus généralement, 50% de la population ne possède que 6% de la richesse privée ; — 10% de la population sont propriétaires de 53,3% des revenus du patrimoine et 20% en possèdent 70%.

Les niveaux des rémunérations confirment cette profonde inégalité.

En 1989, les trois-quarts des salaires mensuels étaient inférieurs à 7 500 F par mois ; presque un million de personnes ne percevoient que le SMIC ; le taux du chômage, selon les chiffres de l'OCDE, toujours plus près de la réalité que ceux publiés par l'Etat français, atteint 12%. Pour ne prendre qu'un exemple, celui de la RATP en 1989, on constate que le salaire d'embauche dans les ateliers de réparation et d'entretien est de 5 400 F pour un ouvrier spécialisé, que la moitié des quarante mille agents gagnent moins de 8 000 F par mois alors que la moyenne des salaires mensuels des cadres supérieurs s'élève à 29 884 F.

La même inégalité se décèle dans tous les autres domaines de l'activité économique ou sociale, dans la santé, le logement, l'éducation, la retraite, les loisirs.

Comment expliquer, avec une telle situation, la paix sociale que nous connaissons. Pourquoi nos régions d'Europe occidentale, et particulièrement la République française, la plus inégalitaire de toutes, ne sont-elles davantage agitées par les revendications des pauvres, le dixième de la population de notre douce France qui ne perçoit que 1,4% de la richesse disponible, alors qu'au sommet de l'échelle de l'inégalité le dixième le plus riche accapare 30,5% de cette richesse ?

On a trop souvent tort de n'examiner, en cette matière, que les extrêmes ; l'augmentation toujours présente de la production apporte, plus ou moins et presque toujours une augmentation du niveau de vie. Et puis, pour les deux-tiers des personnes vivant aujourd'hui en Europe ou en Amérique du Nord, le seul de la pauvreté est dépassé. Ne lit-on pas qu'actuellement le niveau de vie moyen des retraités correspond, à peu près, à celui d'un cadre de l'après-guerre ? L'espérance de vie s'accroît de 0,3 année chaque année ; au cours des trente dernières années, elle a crû de dix ans.

L'inégalité est bien la caractéristique des sociétés développées actuelles — elles ne sont ni pauvres, ni décadentes, ni en régression ; elles sont profondément in-

galitaires. De plus, elles sont consensuelles, c'est-à-dire que la minorité très pauvre, faute de moyens, ne peut exprimer son mal être pendant que le grand groupe central, qui vit au-dessus de la pauvreté, n'exprime que le désir d'être mieux rémunéré.

Bien sûr, cette situation se modifie sans cesse. Les extrêmes s'écartent : les riches sont encore plus riches et le nombre des pauvres s'accroît. Un million de personnes, depuis longtemps au chômage, ont renoncé à chercher un emploi stable. La délinquance et sa répression sont aussi en augmentation : le nombre de condamnations à un an ou plus de détention a doublé entre 1977 et 1986 ; les condamnations à plus de cinq ans, quant à elles, représentent, en 1987, 16% des verdicts alors qu'elles furent de 11% en 1981.

La crédibilité du système politique et sa fonction de régulation diminuent — les abstentions aux élections législatives, qui atteignaient 22% en 1958, sont montées à 34% en 1988. Les votes de refus ou de protestation en faveur de l'extrême droite sont également un signe de rejet du consensus social.



Ainsi, alors que le capitalisme triomphe sur la terre entière, dans les choses comme dans les esprits, on peut discerner les lignes de force d'une nouvelle contestation dans les nations les plus développées.

### Reformuler

Cette contestation virtuelle donnera-t-elle naissance à un nouveau mouvement dont le but sera la transformation de la société capitaliste ? Apparaîtra-t-il dans les pays qui se libèrent de la dictature bureaucratique des aspirations importantes à une reformulation d'une réelle autogestion ? Et, si elles existent, ces deux volontés pourront-elles converger en un projet commun ? Ces questions seront les plus importantes des vingt prochaines années.

Quelle chose va naître au cours de cette période, une nouvelle idée. Le marxisme-léninisme a montré, et de quelle façon, son incapacité à construire un vrai socialisme ; le libéralisme et la social-démocratie se réduisent à des castes de notables professionnels de la politique, quasiment immovibles, désignés par une minorité d'électeurs ; les vrais centres de décision se concentrent dans de gigantesques conglomérats multinationaux et monopolistes.

Nous, libertaires de toutes nuances, des deux côtés de ce qui fut le rideau de fer, nous pourrions être — si nous sommes nous-mêmes, unis, actifs, responsables et lucides — un des ferments de ce nouvel élan d'émancipation.

N'est révolutionnaire et libératrice que l'égalité sociale !

Jacky TOUBLET

## Souscriptions pour la nouvelle formule du « Monde libertaire »

DIEUAIDE : 110 F — Gr. AUBENAS : 300 F — PIESTRE : 200 F — CHARRAS : 60 F — Gr. BEZIER : 59 F — CARGE P. : 60 F — GOYADER : 60 F — MILLOT G. : 210 F — JOUVENET : 100 F — NEVEU : 73 F — GRANIER : 25 F — CAROT : 60 F — ROY : 60 F — HAW : 500 F — ROLLIN : 210 F — NIVOIX : 60 F — JUETTE : 60 F — ANONYME : 210 F — REITZER : 60 F — Gr. REGION TOLONNAISE : 300 F — DOMINGO : 60 F — LEBIHAN : 160 F — VIDALLAC : 60 F — REMY D. : 60 F — BERTRAND : 60 F — THIERY : 60 F — PASCAUD : 60 F.  
Total des souscriptions : 3 297 F.

CABANETTES : 100 F — SANCHEZ : 50 F — ATZORI : 50 F — Gr. BERNERI : 150 F — BOUEY : 80 F — CORNIC : 10 F — COSTES : 50 F — ESCOUBET : 50 F — FERNANDEZ : 50 F — GIRAUD-CHAVIGNER : 300 F — Gr. DE ROUEN : 50 F — MILLOT : 20 F — ETCHEGOREN : 100 F — PIVERT : 25 F — MAGLIONE : 200 F — MAYER : 50 F — RETOU : 100 F — CORDELET : 30 F — SAINTIER : 75 F — Gr. SEVRAN-BONDY : 100 F — Gr. SACCO-VANZETTI : 100 F — Gr. PIERRE-BESNARD : 150 F — PEYRAUT : 100 F — BAZIN : 200 F.  
Total des virements automatiques (moins les frais) : 2 040 F.

TOTAL fin janvier : 83 471 F  
Souscription pour la nouvelle formule du Monde libertaire (depuis octobre) : 88 808 F.

## C.G.T. et luttes

**D**U côté de la porte de Montreuil à Paris, c'est clair comme de l'eau de source : seule la CGT se bat, est au cœur des luttes, maintient le front de classe contre la montée patronale arc-boutée sur l'Europe de 93.

L'idée que d'autres militants, d'autres structures que celles de la Confédération générale du travail puissent intervenir dans le champ social avec le même brio ne semble pas effleurer l'esprit des cadres syndicaux de la CGT.

On avait pourtant cru il y a quelque temps qu'Henri Krasucki, avec ses articles dans *La Vie ouvrière* sur le jardin syndical et la façon de l'entretenir serait un plus pour l'indépendance de la porte de Montreuil vis-à-vis de la place du Colonel-Fabien, siège du parti. Mais la tentation du « squelette communiste », modèle étriqué de la CGT, a été plus forte que la position qui aurait fait de la CGT la cheville ouvrière d'un front syndical uni.

Les luttes actuelles sont plus défensives qu'offensives... Pourrait-il en être autrement en plein milieu de mutations technologiques ? Mais la direction de la CGT affirme toujours que l'écrasante majorité des travailleurs veut en découdre avec le patronat. La défense du Code du travail face à 93 est une position certes attentiste, mais cette lutte pourrait être unitaire.

Les événements de l'Europe de l'Est en ajoutent au climat et la CGT voit dans toute manifestation d'anticommunisme une attaque contre la confédération. Ça renforce le slogan : « Il n'y a qu'à la CGT qu'on lutte et à la CGT il n'y a que les militants du PC qui sont bons ». Ça laisse pas beaucoup de places aux autres...

Des pétitions, soutenues entre autres par des militants d'extrême gauche disent que la CGT « est en danger », qu'il est inacceptable que la direction confédérale soutienne la direction du PCF et se déclare pour « une CGT transparente, indépendante et démocratique (...), une CGT unitaire, au cœur des luttes ». Un autre avatar du léninisme sera-t-il efficace pour « sauver » la CGT ?

Tout en saluant la démarche de non-alignés de la centrale de Montreuil, on peut en douter en continuant à dissenter sur la hauteur de la comparaison à faire entre les « grèves presse-bouton » et les luttes d'aujourd'hui. L'heure n'est pas à vivre libres ou mourir, mais à continuer à exister dans un monde technologiquement changé. Vaste débat qui ne se résout pas dans la surenchère.

Jean-Pierre GERMAIN

## Grèves en hausse...

**I**NCONTESTABLEMENT, l'air du temps de la météo sociale n'est plus à la résignation. Certes, il aura fallu attendre l'année 88 pour voir à nouveau ouvriers puis infirmières dans la rue, mais visiblement les discours sur la « rigueur » ou les « fonctionnaires nantis » ne passent plus.

Ce sont d'ailleurs ces mêmes ouvriers du secteur privé ou nationalisé : Michelin, SNECMA... et plus récemment Peugeot, qui ont ouvert et momentanément clos cette période agitée du monde salarial. J'entends par là grève offensive et représentative d'un secteur donné, car il est vrai, conflits ponctuels ou sectorisés n'ont pas manqué pendant cette période de nous rappeler que les patrons de choc, eux, ne sont pas rangés au magasin de l'histoire. La grève à la COMATEC en a été le meilleur exemple.

Si l'on s'en tient donc à nos frontières hexagonales, en faisant un petit crochet par la Corse, la « paix sociale » chère à nos gouvernants, c'est du passé ! Et l'on a vu ainsi émerger des revendications « nouvelles » : « 1 500 F pour tous » (SNECMA), puis 2 000 F (pour les infirmières), reconnaissance des qualifications, exigences de statuts et de meilleure formation. Finies les revendications à la petite semaine et les journées d'action sans lendemain.

Ce fut aussi le temps des coordinations, laboratoires d'expériences déjà mises à l'épreuve en 1987 par les étudiants et quelques autres... Ces deux années passées furent

aussi celles de tous les dangers pour les décideurs et les confédérations syndicales. La CGT, et surtout la CFDT, n'hésitent d'ailleurs pas à exclure celles et ceux des militants syndicaux qui agissent dans ces coordinations. Ils se reprennent très vite en jouant pour les uns l'unité syndicale — on a vu alors fleurir les intersyndicales —, pour les autres les récentes négociations dans la fonction publique ont provisoirement calmé le jeu. Quant aux patrons du privé, ils ont su profiter du discours gouvernemental et joué sur l'isolement des conflits.

S'il est une réalité que la lutte n'est plus finale, il reste certain que ces mouvements n'ont pas su imposer et satisfaire toutes les revendications exprimées, et ce pour diverses raisons : première grève « de masse » pour les infirmières, manque d'ambition ou faiblesse des syndicats, intransigeance patronale ou étatique (Peugeot, Finances, etc.).

Ces longues grèves, souvent épuisantes même si très dynamiques, n'ont pas su également construire ce rapport de force nécessaire pour gagner au-delà de la catégorie, de la profession ou du secteur concerné, (exemple : Peugeot, impossibilité d'élargir le mouvement à l'ensemble des usines du groupe, ou encore à la BNP à l'ensemble du secteur bancaire). Il ne faut pas comprendre cette affirmation comme une critique qui, après coup, peut paraître un peu facile, mais comme une remarque, une possible analyse pour des grèves futures, et surtout victorieuses.

En effet, ces luttes ont réveillé ce sentiment légitime d'injustice dans une société loin d'être égalitaire et très loin de produire des richesses pour tous. Elles ont permis à certaines catégories et à quelques autres d'obtenir ici des améliorations salariales (parfois conséquentes, mais c'est pour mieux diviser une profession ou un secteur), là quelques promesses de reconnaissance des diplômés ou qualifications, mais c'est bien peu au regard de l'ampleur de ces mouvements. C'est bien peu aussi par rapport à cette volonté partagée par tous les grévistes pour clamer que cela ne sera plus jamais comme avant ! Ce n'est pas vouloir ainsi réactiver le mythe du grand soir (et pourquoi pas !), mais seulement pour indiquer quelles auraient été les conséquences si ces mouvements, à l'origine, classiquement « revendicatifs » s'étaient dépassés et élargis pour enfin vraiment « changer la vie », comme on le criait très fort il y a encore un peu plus de vingt ans.

Soixante-huitards attardés ? Communistes archaïques ? Oui !... Ces mouvements auraient pu être porteurs, étaient porteurs pour certains de cette émancipation. A n'en pas douter, ils ont été une première étape, malgré les patrons, malgré les bureaucraties syndicales et malgré l'Etat.

Je ne jouerai pas les Madame Soleil du social ! Mais quand les grèves sont en hausse, la société avance, les idées de justice aussi. Ce n'est toujours qu'un début... et il faut continuer...

Alain TERDI

## Sur le lit de la décomposition...

**L**A recomposition syndicale, sur un lit de décomposition avancée, s'achemine à soubresauts vers l'Europe de 1993. Les coups d'accélérateur se multiplient au fur et à mesure que l'échéance approche.

Déjà, l'histoire du syndicalisme français était largement nourrie de désunions-unions, de décompositions-recompositions. Si les divisions syndicales ont fait naître les confédérations d'aujourd'hui, elles ont aussi quasiment enterré l'esprit des Bourses du travail. Certes, le communisme stalinien a une grande responsabilité dans les ruptures de 1921-22 comme dans celles de 1946-48 par la mainmise qu'il a toujours cherché à imposer au syndicalisme, mais les tendances réformistes en portent une tout aussi lourde. Aussi, en réponse à Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, qui, en janvier dernier, écrivait « le communisme stalinien s'effondre, avec lui doit disparaître le syndicalisme fondé sur le marxisme-léninisme » (1), il faudrait dire que le syndicalisme institutionnel, social-démocrate, prôné par la majorité des leaders syndicaux, répond à un autre courant idéologique, à une autre « perversion de la pensée et de l'action » (2). Car il ne suffit pas de brandir le « syndicalisme libre et indépendant », encore faut-il porter le combat anticapitaliste au risque sinon de sombrer dans la stricte régulation sociale. La pratique est courante en Allemagne ou en Suède, l'achat de la paix sociale se négociant.

L'année 1986 avait révélé combien certains socialistes avaient besoin d'un syndicat « courroie de transmission » pour asseoir socialement leur « faiblesse » politique : ainsi se dessinait un axe FEN-CFDT à minima. « N'est-il pas temps d'envisager la réunification du mouvement syndical avec ceux

qui le désirent ? Nous pourrions envisager une rencontre entre la FEN, les Autonomes et Interco-CFDT pour confronter nos analyses et nos perspectives », proposait la Fédération des personnels

rencontres, à des échanges avec les centrales de la Convergence.

Le débat, quant à la réunification, est resté au niveau des états-majors qui n'ont rien fait pour que les syndiqués s'en saisissent, si

continuant à ne pas se syndiquer et même à désertier ces pseudo-syndicats : en revanche, ils ont suivi les équipes militantes qui, avec eux, défendaient leurs revendications (la création du SUD, du

dance, en apparence, qu'elle tente de maintenir au grand dam de la FEN et de la CFDT. « Si le pluralisme existe, c'est qu'il correspond à des raisons historiques », répondait Marc Blondel dans le *Figaro* du 6 janvier et d'ajouter « je ne veux pas que l'on assimile FO avec la CFDT ou avec la CGT ». Sur le terrain, les militants de FO ne sont pas aussi catégoriques. Quant à la CGC qui avait rompu avec la CFDT, elle est à nouveau prête à « reprendre les contacts avec toutes les organisations, y compris la CFDT, en essayant de définir des convergences » sans toutefois accepter la proposition de la CFDT visant à créer « un comité de coordination pour l'action syndicale en Europe ». De même, la CFTC « s'en tient à sa proposition de rencontre avec les différentes organisations favorables à l'Europe afin de déterminer quelques objectifs prioritaires, mais en évitant tout cadre institutionnel ».

Quelle belle unité ! Elle ne repose, en fait, que sur l'exclusion de la CGT dans leurs manœuvres bureaucratiques, à l'isoler d'avantage, elle, qui se drape fièrement dans sa tour d'ivoire « seule organisation unitaire qui défend les travailleurs ».

La courroie de transmission est en marche, sans adhérents ou presque, les fonds publics remplissent les trésoreries.

Il en est, pourtant, pour qui le syndicalisme de lutte n'est pas mort, Europe ou pas, ils sont internationaux et se réveillent à l'Est, à l'Ouest, au Nord ou au Sud.

L.N.  
(groupe Pierre-Besnard)

(1) Le Monde du 5 janvier 1990.

(2) Idem. Les deux perversions citées par Y. Simbron étant le communisme et le nazisme.

(3) FADN, FAT, FGSOA, SNA BF, SNA PCC, SNCTA, SNJ, SNVI, SUPRCE.



Cultiver son jardin syndical ou tenter l'unité ?

des collectivités territoriales CFDT à son congrès de décembre 1986. Naissait, à cette date, le mouvement de convergence qui allie la CFDT, FO, la CGC et la CFTC au niveau confédéral, avec la FGAF et la FEN dans la Fonction publique, tout particulièrement au cours des négociations. Se façonnait aussi le « Groupe des dix » (3), groupe de syndicats autonomes qui se réunissait depuis 1982, très favorable à des

bien qu'il a pu sembler, de manière publique, qu'il était suspendu. Il n'en fut rien. Les exclusions des syndicats PTT et Santé de la CFDT, la remontée des intersyndicales dans les Conflits de la fonction publique ont permis et de « nettoyer la maison syndicale » de scories trop combatives et de reposer une image qui se voulait plus attrayante au moment où les sondages étaient au plus bas. Les salariés ne sont pas dupes et

CRC, la remontée de la CNT). Mais surtout, ils n'attendent pas les syndicats pour faire grève : coordonnés ou pas, syndiqués ou non, les conflits reprennent, souvent catégoriels, mais avec une grande vigueur pour durer.

Mais le ménage à quatre ou à six est plutôt houleux. Les divergences entre confédérations ne s'effacent pas si facilement. La CGT-FO, lors de son dernier congrès, a tranché pour une indépen-

## La renaissance de l'anarchisme en URSS (4)

## La manifestation du 25 février 1990

LES médias français sont passés à côté de l'événement extraordinaire qu'ont été les manifestations de plusieurs centaines de milliers de personnes se réclamant de l'alternative « radicale » au régime en place en URSS, le dimanche 25 février dernier. Pourtant, toute la semaine qui a précédé cette fameuse journée avait vu se répandre, à partir des sources officielles du pouvoir moscovite, toutes sortes d'avertissements et de rumeurs alarmistes : les manifestants potentiels étaient rendus responsables des événements sanglants des troubles techniques d'Ouzbékistan ; on prévoyait des pogroms par-ci par-là, la prise même du Kremlin par la population (!). Bref, tout avait été fait pour dissuader de participer à ces rassemblements, lesquels avaient été tout bonnement interdits à Leningrad et dans plusieurs autres grandes villes. Malgré tout ce tintamarre effrayant, près de cent mille personnes se sont réunies à Moscou, selon le journaliste du Monde Bernard Guetta, qui a également relevé la présence « en nombre, massés sous les drapeaux noirs, des anarcho-syndicalistes qui avaient ressuscité Bakounine et Makhno » (le Monde, 27 février 1990).

En effet, les compagnons de la KAS de Moscou s'étaient groupés derrière huit énormes drapeaux rouge et noir et des banderoles. Selon un observateur du bulletin Service des nouvelles quotidiennes local, avec un « parti libéral démocrate, surgi d'on ne sait où, avec une immense banderole de douze mètres, la KAS regroupait le plus de monde parmi les dix-sept tendances politiques recensées » (1).

Parmi les mots d'ordre des banderoles de toute la manifestation, figuraient celles enjoignant aux « communistes de ne pas nous apprendre à vivre » ; « 72 ans de chemin sur rien » (allusion au mot d'ordre officiel indiquant que le « monde va vers le communisme ») ; « Tout le pouvoir aux soviets locaux ! » ; « Communistes, quand votre Etat va-t-il dépecer ? » ; « Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), bas les pattes du pouvoir soviétique ! » ; « Oui aux tribunaux de jurés ! Non à l'arbitraire des juges et procureurs d'Etat ! » ; « Le politburo à la retraite ! » ; « Nous ne voulons pas élever de la chair à canon ! » ; « La corruption et le parti sont frère et sœur ! » ; « A bas la partocratie ! », etc.

A Krasnoïarsk, malgré l'interdiction faite par les autorités locales, un meeting important a eu lieu. Parmi les banderoles, notons celle de « Février (la révolution de 17) : la liberté ; octobre (le coup d'Etat bolchevique) : l'esclavage ! ».

A Irkoutsk, près de dix mille manifestants. La KAS a affiché : « La liberté, c'est le droit d'être contre ! ». A Kouibichev, vingt mille manifestants ont défilé et tenu un meeting, ce malgré un fort enregistrement ; un ouvrier d'une grande usine locale a offert à la foule sa carte du parti ; comme personne n'en voulait, il l'a spectaculairement déchirée !

A Omsk, devant les bâtiments du PC et du KGB, un meeting a réuni dix mille personnes ; une banderole affichait : « A bas le culte de Lénine ! » ; une autre : « A bas la dictature du PCUS ! ». A Sverdlovsk, une foule également de dix mille manifestants s'est rassemblée, malgré tous les avertissements et interdictions des autorités locales. Deux candidats aux soviets locaux ont fait adopter une

résolution réclamant la mise à la retraite du politburo, de tous les procureurs de l'URSS (accusés de couvrir les méfaits des mafias du parti) et le statut de « ville libre » à la ville de Sverdlovsk, ainsi que le statut d'union de villes libres à toute la région ! De créer des comités de solidarité sociale, selon les districts électoraux, des comités d'autogestion de quartier et de les unir en un comité d'autogestion de la ville !

Des manifestations de même importance ont eu lieu dans d'autres villes importantes de Russie : Tchéliabinsk, Zlatoust, Novosibirsk, Saratov, Vorkouta (centre des grèves très dures de mineurs, l'an passé), Magadan, Kémérovo, Oufa, Volgograd, Gorki, Stavropol, Krasnodar, Iaroslavl, Orel, etc.



A Leningrad, malgré l'interdiction, près de dix mille personnes se sont rassemblées. Certains ont préconisé le boycott des élections du 5 mars, considéré comme « le premier pas vers la liberté ! ». L'anarchiste Glouchkine a été arrêté par la milice et on ne connaît pas son sort ultérieur ; d'autres manifestants arrêtés se sont vus condamnés immédiatement à dix et quinze jours d'emprisonnement administratif. D'importantes forces de police avaient quadrillé le centre de la ville.

En Ukraine, soixante-dix mille personnes se sont rassemblées à Kiev, sur l'invitation de l'organisation nationaliste Roukh. D'anciens emprisonnés politiques ont pris la parole. L'idée centrale des intervenants a été de s'unir dans la lutte contre le totalitarisme et pour une Ukraine indépendante et démocratique.

A Kharkov, une foule de soixante-dix mille personnes s'est rassemblée sur la place Dzerjinsky ; un orateur de la KAS a pris la parole. A Lvov, dix mille manifestants ont également défilé et tenu un meeting devant l'université de la Ville. A Odessa, un meeting a eu lieu au stade Dynamo, des membres du parti communiste, partisans de la perestroïka, ont voulu intervenir, mais leurs interventions ont été accueillies par des cris et des sifflets ; devant leur refus de s'effacer devant les orateurs du « bloc démocratique », un millier de personnes ont quitté le stade et ont défilé dans la ville en scandant « A bas le comité régional du parti ! » ; « Liberté pour l'Ukraine ! ». Le « bloc démocratique » a appelé à ne pas boycotter les élections, mais à barrer les noms des candidats inconnus des électeurs.

Pour mesurer l'extrême importance de ces manifestations d'opposition mises sur pied pour protester contre le projet de présidentialisation du régime par Gorbatchev, remarquons que c'est la première fois qu'elles atteignent une telle ampleur dans le pays, ce depuis la prise du pouvoir par les bolcheviks !

## L'activité de la KAS

Dans ce formidable réveil de l'esprit de liberté en URSS, la KAS joue apparemment un rôle important et croissant. Selon le supplément thématique n° 2 au journal de la KAS, *Zdravyy smysl* (Le Bon Sens), de février 1990, la Confédération est représentée actuellement dans trente villes. Les groupes sont diversement importants et les membres d'âges et de statuts sociaux différents : si à Moscou et à Leningrad ce sont les enseignants et les étudiants qui prédominent. A Volgondonsk, à Tver et à Dinépropétrovsk, ce sont les ouvriers qui sont les plus nombreux. A Baïkal, le groupe local de la KAS s'appelle Union ouvrière indépendante et agit sur le lieu de travail du combinat de production de papier et de cellulose.

La KAS mène non seulement une lutte sur le plan politique (voir le condensé de son programme traduit ci-après), elle défend tout aussi bien les droits sociaux de l'individu. Ses membres ont été parmi les initiateurs de l'Union de la jeunesse étudiante, à Moscou, ont été membres du comité de grève des chemins de fer de Tver, se sont opposés à l'expulsion d'habitants, à Irkoutsk, ce qui a valu à son membre Podchivalov d'être poursuivi par les autorités locales. La vie même les amène à mener une action syndicale, ne serait-ce que pour défendre les camarades qui sont soit licenciés de leur travail, soit refusés à certains emplois. Pour mener la lutte pour l'autogestion de la production, ils sont obligés de s'allier à d'autres forces démocratiques de gauche. C'est ainsi que la KAS collabore avec des mouvements amis pour la création du premier syndicat libre en URSS.

Ce candidat va mener une lutte suivie pour le transfert des entreprises aux collectifs des travailleurs qui y sont employés, pour la limitation de l'influence de l'Etat dans la société, pour la décentralisation du pouvoir et le développement de toutes formes d'autogestion. En même temps, ce syndicat va défendre contre l'arbitraire de l'Etat et de l'administration tous nos camarades et tous ceux qui s'adresseront à lui à cette fin.

Ce syndicat, qui va peut-être s'appeler Résistance, va demander à être légalisé, afin de disposer de tous les droits garantis aux syndicats par la convention internationale des syndicats de pouvoir mener une propagande ouverte et un travail d'éducation et d'édition, de disposer de finances propres et de se lier avec le mouvement syndical international.

Alexandre SKIRDA

(1) Nous publierons ultérieurement un compte rendu plus détaillé de la participation de la KAS à cette manifestation.

(à suivre)

## ERRATA

Une erreur s'est glissée dans l'article *Grèce, les arcanes du fascisme*, paru dans le *Monde libertaire* n° 775 du jeudi 1<sup>er</sup> mars. En effet, les deux avocats Communistes, qui sont intervenus dans le procès Melistas n'ont pas défendu ce fils assassin — comme on a pu le lire dans l'article — mais étaient les porte-paroles de la famille de la victime. Néanmoins, il est apparu à bon nombre d'observateurs présents lors du procès, que leur plaidoirie a pu, dans une certaine mesure, servir l'accusé.

Thérèse

## Vodka-cola... non merci !

COMMENT ne pas compatir aux angoisses des puissants de tous poils : peut-on réussir à restructurer l'appareil de domination pour conserver le pouvoir (apparatchiks de l'Est) ? Peut-on échapper à un effondrement de l'immense empire russe remettant en question l'ordre du monde (apparatchiks de l'Ouest) ? Quelle leçon de solidarité transnationale nous donnent à Malte les étreintes du cow-boy Bush, ex-star de la CIA, et du cosaque Garba, ex-tsar du KOB, sans oublier les chefaillons Kohl, Thatcher, Mitterrand, Gonzales...

## Le bolchévisme est-il soluble dans le whisky ?

D'où viennent (1) ces yuppies rouges qui tentent d'éviter l'implosion de l'Etat russe ? Beaucoup ont usé leurs colottes sur les bancs des instituts de gestion, de diplomatie ; ils appartiennent au haut appareil et à l'« élite » intellectuelle (hauts fonctionnaires, économistes, journalistes...). Ils ont l'appui d'une partie de l'armée et du KGB, dont les rapports alarmistes ont initié la politique actuelle.

Maîtres en opportunisme, sauront-ils utiliser les techniques d'exploitation et d'aliénation occidentales de la bourgeoisie et des socio-démocrates pragmatiques, jugées plus adaptées que les vieilles méthodes des mandarins du despotisme oriental ?

## Remettre les prolétaires au boulot, voilà l'enjeu !

Une grande campagne tente de culpabiliser le citoyen de base accusé d'absence de sens civique, de manque d'ardeur au travail, de propension à l'alcoolisme, marques de mépris que la nomenclature a toujours éprouvé pour le monde ouvrier. Mais l'espoir est surtout mis dans le message qui résume la quintessence de l'humanisme de décennies de capitalisme occidental : *Pas de bonheur sans marchandises — Pas de marchandises sans travail...*

Déjà des espaces publicitaires sont vendus à la télé russe pour vanter des marchandises de l'Ouest qui ne sont pas encore dans les magasins !

Outre l'espoir peut-être exagéré que marks, dollars, francs... feront là-bas des petits sur la sueur des ouvriers, nos dirigeants savourent la démonstration à usage de leurs populations laborieuses de la supériorité de l'économie de marché et de la nécessité de l'argent et de l'Etat pour la bonne marche d'un certain monde...

Cela vaut bien un coup de main (2) de la part de ceux dont jusque là l'anticommunisme était la tasse de thé, aidant même aujourd'hui à la mise en scène du « Bon » (Gorbys), de la « Brute » (Ligatchev) et les « Truands » (les stalinistes) interprété par les Marx Brothers, nouvel « East Side Story » de notre société du spectacle.

## De la langue de bois au discours Formica

Au-delà du clinquant publicitaire (3) qui a remplacé le jargon léniniste, l'épreuve des faits conduit à un bilan « globalement négatif ». La bureaucratie a peu de capacités à se transformer en bourgeoisie entreprenante et paraît subir les événements devant la crise économique. De plus, elle n'a pas la chance, comme avec l'Eglise (4) en Pologne, d'avoir une classe dirigeante de secours.

Le plus grave est sans doute le scepticisme de la population qui

sent confusément qu'on lui propose de cumuler les tares des systèmes de l'Est et de l'Ouest.

Comment les passionner pour le passage des goulags durs aux goulags mous, de la répression hard à la soft manipulation, du parasitisme social (5) au chômage, du « ferme ta gueule » ou « cause toujours », du mensonge permanent au discours dentifrice, de Tchernobyl à Nogent-sur-Seine ?...

Ils constatent que les moyens essentiels du contrôle social restent en place : KGB, armée, monopole des médias de masse, GLAVIT (6)...

Cependant l'année 89 est une année-charnière pendant laquelle des Soviétiques de plus en plus nombreux dépassent la peur et l'isolement, se parlent enfin, agissent dans une nébuleuse de groupes d'opposition, mouvements écologiques, syndicats.

N'en déplaise à un égocentrisme courant en Occident, nous avons sans doute plus à apprendre des mouvements à l'Est, qui concernent en fait toute la planète, que l'inverse.

## Le cercle des anarchistes disparus

L'événement principal est la grève des mineurs de juillet dernier.

Si de nombreux mouvements sur les conditions de travail se sont développés tout au long de l'année, les actions dans les bassins du Dou-bass, Kouzbass, Vaekhoua marquent bien le début d'un affrontement direct entre une farce collective, qui prend conscience de sa réalité, et l'Etat.

Cette fois, la nécessité d'un mouvement ouvrier autonome dans ses actions et ses réflexions dépasse le cercle des précurseurs tels les militants du SMOT (7).

Bien sûr, un projet de réorganisation globale de la société avec ses aspects sociaux, économiques, nationaux, écologiques n'en est qu'à l'ébauche. D'autant plus qu'après plus de 70 ans de bolchévisme, beaucoup d'ouvriers se méfient de toute tentative d'explication totalisante et de transformation du monde.

Cependant le slogan qui se répand de plus en plus : « Tout le pouvoir aux soviets sans partis » nous paraît une bonne base de départ...

L'actuel foisonnement (8) dans les pays de l'Est de groupes anarchistes et anarcho-syndicalistes correspond au fait que l'anarchisme reste la seule utopie révolutionnaire non déconsidérée par l'épreuve de la réalité. Ses points forts telle l'auto-organisation des groupes, le fédéralisme sont redécouverts aujourd'hui.

Voire une floraison de drapeaux noirs sur la place Rouge doit être un petit plaisir posthume pour Bakounine, Kropotkine, Makhno, les marins de Kronstadt...

SERGE

(1) Beaucoup des informations utilisées dans cet article proviennent de l'Agence de presse du syndicat libre SMOT, des brochures Les Mauvais Jours finiront et La Russie en 1989.

(2) Qui va jusqu'à la désinformation dont nous avons de nombreux exemples.

(3) Glassnost signifie publicité plus que transparence, traduction gracieusement fournie aux médias par les ambassades soviétiques.

(4) L'Eglise orthodoxe, Eglise d'Etat, n'a jamais été dans l'opposition.

(5) Les sans-travail sont passibles des camps.

(6) Administration de la censure littéraire.

(7) « Union interprofessionnelle libre des travailleurs » créée en 1978.

(8) « Le pire danger, c'est l'anarchie. Ils sont 2 000 maintenant ; mais ils peuvent être 200 000 ». Nicollescu, dirigeant roumain, le 15 janvier 1990.

## 8 mars, journée internationale des femmes

**L**A France, championne des Droits de l'Homme, compte plus de deux millions de femmes battues.

Le sexisme est autant ancré dans les mœurs que dans le langage : les droits, c'est fait pour et par les hommes. Les femmes, elles, ont droit au devoir, à l'inégalité professionnelle (salaires en moyenne 25% inférieurs, dix fois moins de métiers proposés), à plus de précarité, plus de chômage, au harcèlement sexuel, aux coups, au viol, à la prostitution, à la pornographie, au mariage forcé, à l'excision, à plus de pauvreté, à un non-statut autonome pour les immigrés, à la solitude, à la mise à l'écart des instances de décision, des postes à responsabilité, et c'est pire ailleurs...

Alors oui, une journée internationale des femmes est hélas nécessaire pour faire tomber le mur du silence pour aider à une prise de conscience massive pour que les jeunes prennent le relais et sachent que nos petits acquis sont le fruit des luttes passées et qu'ils peuvent à tout moment être remis en question (loi de 1920 qui criminalise l'avortement non abrogée, sa remise en cause aux Etats-Unis, etc.). Un travail immense reste à faire.

Cette année, le 8 mars aura été à notre grande surprise annoncé dans les quotidiens à la télé et l'occasion d'un certain nombre de rencontres.

A l'appel de 24 associations féministes, un millier de femmes sont descendues de Montparnasse à Saint-Germain-des-Près. Cette manifestation organisée sur le thème « Femmes d'ici et d'ailleurs, solidarité » a regroupé de nombreuses communautés immigrées, des femmes noires, turques, kurdes, maghrébines. Elles ont terminé la fête à la Maison des femmes de Paris. De nombreux lieux associatifs féministes avaient organisé des rencontres,

des débats, des projections vidéo à Paris et en Province, à Toulouse particulièrement.

A Alger, malgré les pressions intégristes, des milliers de femmes ont défilé pour réclamer l'abrogation du Code de la Famille, le droit au travail, etc. De nombreuses associations féministes et féminines se sont créées après les émeutes d'octobre 88. « Nous devons relever la tête, l'heure est au corps à corps », « A bas l'obscurantisme », « La femme est l'avenir de l'homme » scandait la manifestation. Fin 89, s'était tenue à Alger la première rencontre nationale des femmes au cours de laquelle une plate-forme minimale d'action avait été adoptée. Elles ont tout à conquérir et sont déterminées à se battre.

Je voudrais revenir au mythe des origines afin de rectifier quelques erreurs (ML du 9 mars 89), je n'avais pas eu accès aux bonnes sources. Deux historiennes, Liliane Kandel et Françoise Picq m'ont aidé de leur recherche, je les résume.

Voici la légende : « La journée internationale des femmes aurait été proposée par Clara Zetkine en 1910, il s'agirait de célébrer la lutte des ouvrières américaines du textile à New York le 8 mars 1857 ».

Réponse : « La JIF a son histoire dans celle du mouvement ouvrier. C'est en 1910, à la Conférence internationale des femmes qui s'ouvre au Congrès de la Seconde Internationale, qu'il est décidé, à l'instigation de Clara Zetkine, d'organiser chaque année dans tous les pays une journée de propagande en faveur du vote des femmes (...), conformément à la conception socialiste d'ensemble de la question des femmes ». Cette même conférence internationale décide que dans chaque pays devront être créés des groupes de femmes socialistes qui devraient refuser toute action commune avec les féministes. « La concep-

tion sociale d'ensemble de la question des femmes » est que cette question ne peut se situer que dans le cadre du socialisme. Clara Zetkine s'était inspiré des socialistes américaines qui, revendiquant le droit de vote, avaient créé en 1909 une journée nationale des femmes.

La social-démocratie allemande fixe cette première journée au 19 mars 1911 : le 19 mars commémore la Commune de Paris et la révolution de Berlin de 1848.

La date du 8 mars a été définitivement fixée par Lénine en l'honneur d'une manifestation d'ouvrières le 23 février (8 mars) à Pétrograd (Trotsky : *histoire de la révolution russe*).

C'est la tradition communiste qui est restée la plus vivace en France. Après la Seconde Guerre mondiale, les socialistes se sont ralliés à cette date. Même les féministes ont rallié cette tradition, ignorant de l'histoire des contradictions entre féministes et socialistes au début du siècle.

En France, la première grande manifestation du 8 mars remonte à 1975. On y annonce que l'on commémore une des premières grèves de femmes en 1857 opposant les ouvrières du textile « à la police de New York qui charge, tire et tue ». On trouve cette histoire dans la presse communiste et syndicale.

Or, non seulement les journaux américains de l'époque n'y font pas allusion, aucune trace, mais on découvre que ce 8 mars était un dimanche. Dur pour une grève ! Le sens politique de cette histoire apparaît de plus en plus clairement.

En examinant la presse, on constate qu'il est fort peu fait de référence au 8 mars 1917 (Petrograd) dans les articles consacrés à la JIF.

En 1949, 1950, 1954, l'*Humanité* cite la manifestation de New York du 27 février 1909. Il s'agit



En France, la première grande manifestation du 8 mars remonte à 1975. (Photo Do Mynnyck)

de montrer que cette tradition n'est pas « une diabolique invention soviétique », et ce n'est que le 5 mars 1955 que la légende de 1857 fait son apparition dans l'*Humanité*, idem en 1957, on la retrouve en 1964 et 66 dans *Antoinette*, en 1975 dans les *Pétroleuses* et depuis les ouvrières new-

yorckaises du textile n'ont jamais quitté la scène politique française. Nelly (groupe du XI<sup>e</sup>)

Références : « Femmes libres » sur *Radio Libertaire* du 7 mars 1990 ; Françoise Picq, Liliane Kandel dans : *Histoire d'Elles* n°0, mars 77, La revue d'en face n°12, 1982, *Libération* du 8 mars 1982.

## Au grand supermarché de la reproduction

**A**LDUS Huxley imaginait dans *Le Meilleur des mondes* une société déshumanisée où l'on produirait artificiellement des enfants programmés. Là où la science-fiction rejoint la réalité, c'est qu'à l'heure des nouvelles techniques de reproduction humaine (NTRH) nous sommes bien plus proches du monde d'Huxley que nous ne le croyons. Et ce dans le sens où A. Huxley avait déjà, dans son livre, une conscience très aigüe des enjeux de la reproduction et du comment une technologie médicale peut être utilisée pour renforcer et sanctionner des rôles sociaux existants.

### Chéri, fais-moi peur !

La reproduction humaine est en profonde transformation. Les nouvelles techniques amènent à concevoir la maternité comme une succession de fonctions distinctes dans le procédé d'une part (ovulation, conception, grossesse...), et sur le plan social (mère génétique, mère utérine, mère sociale). En tenant de corriger les « erreurs de la nature », la médecine a de plus en plus pris le contrôle de la maternité. La conséquence positive est que l'on réduit les risques de grossesses, mais en contrepartie le pouvoir de la mère et l'importance du lien mère-enfant s'en trouvent réduits également. L'enfant est ramené au rôle de « produit », d'objet de consommation programmé, normalisé et assemblé sur mesure et ce dans le cadre d'une destruction de l'ordre généalogique. N'oublions pas d'autre part que nous sommes dans une société capitaliste et que la

dimension commerciale est importantes. Les ventes d'ovules, d'embryons, locations d'utérus peuvent donner lieu à des abus, en particulier à l'égard de femmes économiquement faibles, et aucune protection sociale n'a été prévue pour les « donneuses ».

Le simple rendu des expériences génétiques que nous donne à lire Gena Coréa (1) est assez effrayant. Elle en dénonce tous les abus et toute l'inhumanité. Gena Coréa fut l'une des premières à avoir analysé les NTRH comme une application du modèle de l'entreprise faite sur la reproduction. Elle conclut que l'industrialisation de la reproduction amène à considérer le corps des femmes comme une ressource naturelle à exploiter et à gérer. Dans cette maternité éclatée, le rôle des femmes serait réduit puisqu'on ne les considérerait plus que comme des pièces interchangeables dans la machine de la reproduction humaine. Leur valeur ne résiderait

plus que dans leur capacité à produire une « marchandise » génétique de qualité. Elle y voit tous les signes d'un nouvel esclavage des femmes (1).

### Et on tuera tous les affreux !

L'eugénisme n'est pas un phénomène récent et c'est sans doute pour cela que le livre d'Aldus Huxley est si pertinent. La chirurgie fœtale peut être vue non seulement comme un moyen de réduire les femmes à leur rôle de reproductrices, mais aussi comme un moyen d'assurer leur obligation de porter des bébés en bonne santé. Les femmes seront soumises à des pressions accrues pendant leur grossesse.

Comment considérer les droits du fœtus et l'intégrité physique de la mère ? C'est la clé de voûte de tout l'édifice. Personne ne détient la vérité ; nous en sommes encore à nous poser des questions : quel peut être le statut du patient du fœtus et doit-il y en avoir un ? Quelles pourraient être les conséquences si l'on étendait ce statut pour protéger juridiquement le fœtus ? Que faut-il penser du droit des femmes enceintes à refuser un traitement médical destiné au fœtus ?

Si l'on crée des droits juridiques au fœtus, cela veut dire qu'il pourrait y avoir ingérence de la part d'un tiers dans la maternité. Les mères, le temps de leur grossesse, pour-

raient devenir des utérus régis par l'Etat et soumises à la volonté des tiers, tels les pères et les médecins.

### La destruction de l'ordre généalogique

Le recours à la science pour avoir à tout prix un enfant est un problème des sociétés occidentales. ne vivons-nous pas dans une société suicidaire où l'accroissement des problèmes écologiques nous place en recherche de pérennité ? Certaines psychanalystes vont même jusqu'à qualifier ces enfants de « prothèses sociales dans une société mortifère » (2). Du fait de l'éclatement de cette maternité sociale, la signification des liens généalogiques est mise en cause et cela pose un certain nombre de questions. La filiation biologique est une référence symbolique et une norme culturelle. Nous ignorons encore toutes les conséquences d'une telle perte d'origine (3). Les seules études faites portent sur les enfants adoptés chez lesquels il existe un problème identitaire, mais la situation est bien plus complexe pour certains enfants nés grâce aux NTRH.

### Et la tendresse, bordel ?

La conclusion qui s'impose est que ce débat sur les NTRH est terriblement complexe. Pour cette raison sûrement, il reste le domaine

réservé à des spécialistes. Pourtant, il n'y a pas d'autre solution que de saisir de cette complexité à bras le corps et de porter le débat dans la rue. Si juridiction il y a un jour, elle va considérablement changer nos existences, que nous soyons hommes ou femmes.

Avant, on pouvait avoir peur d'avoir des enfants en faisant l'amour, maintenant on peut faire des enfants sans sexualité. C'est un paradoxe de notre temps. Le slogan : « Ne laissons pas régir notre sexualité » est toujours d'actualité. Les NTRH abusent du corps des femmes et exploitent les plus pauvres. Nous avons tous beaucoup à perdre avec la déshumanisation qu'elles supposent. Il nous faut clarifier toutes ces questions pour ne pas nous laisser nous imposer une situation de fait.

Monique FIGAROL

(1) Gena Coréa est une journaliste américaine, auteure de *The Mother machine* : reproductive technologies from artificial insemination to artificial womb, 1985, Harper and Row, New York.

(2) *Sortir la maternité du laboratoire, actes du forum international sur les NTRH organisé par le Conseil du statut de la femme, Montréal, les 29, 30 et 31 octobre 1987, publications du gouvernement du Québec.*

(3) La filiation : ruptures et continuité. Actes du colloque de Vaucresson, 26, 27 et 28 juin 1985, rapporteur : Bruno Ribes. Institut de l'Enfance et de la Famille. Publication du CTNERHI. Diffusion PUF.



## Communiqués FA

### • ROUMANIE

Le convoi en direction de la Roumanie est parti le 7 mars ; composé de deux militants de la Fédération anarchiste et d'un sympathisant, il a pu donner des nouvelles lors de son transit en Autriche.

Ce voyage, qui durera une quinzaine de jours, devrait permettre de renforcer des contacts et d'apporter une solidarité concrète avec les libertaires des pays de l'Est, et cela grâce aux dons des auditeurs de Radio-Libertaire et des lecteurs de *Monde libertaire*.

Nous ne manquerons pas de vous donner de plus amples nouvelles au retour du convoi.

### • RECENSEMENT :

Contrairement aux objectifs avoués, le recensement actuellement organisé par l'Etat n'a pas pour seul but de comptabiliser les individus et leurs besoins.

Tout le monde sait, avec ou sans recensement, que les besoins en crèches, en écoles, en hôpitaux, etc., ne sont pas satisfaits. Tout le monde sait que les structures existantes n'ont pas les moyens de fonctionner au mieux des intérêts des usagers (voir les grèves dans les hôpitaux, aux PTT, à la SNCF, etc.). En revanche, tout le monde ne sait pas ce que permettra ce recensement : délation dans le voisinage, repérage des clandestins, etc. Aucune garantie n'est fournie sur les informations collectées : couplage de ce fichier avec celui du fisc, éventuellement avec celui de la police nationale.

La Fédération anarchiste appelle à la plus grande vigilance et à la plus grande méfiance face à ces questionnaires individualisés, non anonymes et extrêmement précis quant à leur contenu.

### • 1<sup>er</sup> MAI 90 : EST-OUEST, CONFRONTATION ANARCHISTE :

Les recettes des libéraux new look et de la gauche caviar vont-elles suffire aux staliniens reconvertis après lifting pour préserver leur pouvoir et cimenter les lézards d'un vieux monde en sursis ? Va-t-on laisser aux puissants de tous poils et de toutes nationalités ce qui n'est, après tout, « que » notre vie et notre planète ?

Multiplier les contacts et les échanges entre ceux, de plus en plus nombreux, qui agissent par-delà les frontières étatiques pour une alternative, est essentiel.

C'est en ce sens que la Fédération anarchiste organise le 1<sup>er</sup> Mai à Paris un colloque international sur les (r)évolutions à l'Est et à l'Ouest.

**10 h. BASTILLE : MANIFESTATION INTERNATIONALE, AVEC DELEGATIONS ETRANGERES.**

Des libertaires venant de nombreux pays des deux côtés de l'ex-rideau de fer (Allemands, Belges, Russes, Polonais, Tchèques...) seront présents.

Dans les tables rondes seront abordés divers thèmes, et notamment : *Evolution des pays de l'Est ; Monde du travail ; Médias ; Femmes à l'Est et à l'Ouest ; Chine ; Faillite du marxisme et réponses libertaires ; Enfermement psychiatrique et carcéral ; Environnement et société.*

Dès maintenant prévoyez votre participation : **LE 1<sup>er</sup> MAI A L'AGECA, 14 h - 22 h.** Entrée : 20 F. Buffet sur place.

Une souscription est ouverte pour aider aux frais de ce colloque (notamment pour les frais de voyage des compagnons de l'Est). Envoyez vos chèques à la Librairie Publico (mention : 1<sup>er</sup> mai 90).

D'ici au 1<sup>er</sup> Mai, le *Monde libertaire* vous donnera les détails du programme. Une plaquette sera disponible début avril.

## Communiqués des groupes de la FA

### • PARIS :

L'autogestion n'est plus à la mode, c'est entendu, mais a-t-elle disparu ? C'est ce que nous nous proposons de débattre au 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic), 75018 Paris (métros Abbesses, Blanche) :

— mardi 20 mars à 20 h : Coordination, comité de grève... Les grèves autogérées (avec la participation de grévistes des impôts, des PTT, etc.

### • PERPIGNAN :

La Fédération anarchiste de Perpignan (groupe Puig Antich) organise un débat public sur la situation dans les pays de l'Est.

Seront présents : Alexandre Tchoukaev (représentant du SMOT, syndicat libre d'URSS), Mihnea Berundei (exilé roumain, vice-président de la Ligue des droits de l'homme roumaine) et Nicolae Trifon (de la revue *Izlok*, revue d'infos des pays de l'Est, publiée en France depuis une dizaine d'années).

Ce débat sera, pour les auditeurs, une source d'informations inappréciable. Il portera tant sur les récents événements de Roumanie que sur la situation en URSS où la contestation prend de plus en plus d'ampleur dans la rue et sur les lieux de travail.

Le débat aura lieu le samedi 17 mars 1990 à 14 h, dans la salle Jean Cocteau du théâtre municipal.

### • LILLE :

Le groupe « Humeurs noires » (FA) et l'association Friche (association lilloise qui travaille sur la récupération d'une friche industrielle pour en faire un lieu de spectacle, de loisirs, de travail différent...) organisent une conférence-débat sur le thème suivant : le courant alternatif en Europe et en France (squatts, logements, lieux de vie, crèches parentales, éducation, etc.). Des intervenants d'Amsterdam, de Berlin, de Belgique et bien sûr de la France feront part de leurs expériences. Des débats, des vidéos compléteront cette journée. Samedi 17 mars à 15 h, à la mairie annexe du Vieux Lille, place Louis de Bettignies. Venez nombreux !

## L'automobile, Renault..., et l'Europe sociale

Le monde de l'automobile est inquiet. Les patrons craignent l'invasion japonne, ils fourbissent leurs armes face au « danger japonais qui menace », le marché automobile européen, objet de toutes les convoitises. En effet, l'Europe offre une structure dite de marché réellement ouvert. Pour exemple, dans le même temps où le Japon a exporté 1 450 000 voitures, il n'en a importé que 150 000 européennes. La récession du marché américain (- 6,5% par rapport à 88) s'est traduit par la baisse des exportations européennes vers les Etats-Unis de 7,9%.

### Auto flexible ?

La bataille de la concurrence

trent que l'unité de tactique n'est pas encore au point chez les capitalistes européens du XXI<sup>e</sup> siècle.

### Riposte et réalité

Face à cette multitude de grands appétits, quid de la riposte syndicale ? L'ordre dispersé est malheureusement de rigueur tant au plan français qu'au plan européen. La CGT tente au plan de l'automobile de faire cavalier seul sur Renault (1), mais le rapport des forces existe-t-il vraiment au-delà des envolées lyriques des meetings syndicaux ? L'annonce, il y a quelque temps, de la fermeture du centre historique de Billancourt n'a rien fait pour améliorer l'atmosphère. Au meeting de la place

Révoisons un peu et disons-nous que le code du travail de l'Europe à venir sera calqué sur les revendications de l'IG Metal. En effet, on ne cause pas beaucoup dans les médias du puissant syndicat de la métallurgie allemande (quatre millions d'adhérents) qui, bien qu'officiellement « réformiste », réclame le passage aux 35 heures et une augmentation de 9% sur les salaires.

En France, les salaires sont négociés à l'année, tandis qu'Outre-Rhin c'est tous les trois ans. Là-bas aussi, le patronat trouve « trop rigide », le rythme de travail du lundi au vendredi à raison de huit heures par jour ! Parait aussi que selon des inspecteurs du travail (association Villierme Europe) au sujet de la prolon-



trouve donc un environnement privilégié en Europe où les appétits sont aiguisés par la proximité du grand marché de 93. Les constructeurs japonais installent des usines, notamment en Grande-Bretagne où Honda, Nissan et Toyota ont pignon sur rue. Même chose à Barcelone (Nissan). Pour compléter le tableau, le leader japonais de l'électronique automobile Nippondenso a des vellétés d'installation d'usines en France et en Grande-Bretagne.

Calvet, Lévy ou les constructeurs japonais ont en commun des objectifs clairs : abaisser le coût de fabrication, donc obtenir un rendement supérieur de leurs salariés. Celui qui est encore à la direction de la régie Renault est précis : « il n'est pas de bonne économie, de prospérité et d'emplois sans entreprises compétitives, c'est-à-dire gérées avec rigueur, et profitables », déclarait-il dans une interview donnée en janvier au *Figaro*.

Hommes flexibles et usines souples, telle semble être la maxime des constructeurs européens, mais l'investissement dans le matériel moderne ne semble pas la priorité de l'ordre du jour, la leçon japonne semblerait porter sur l'organisation du travail. Ainsi, le directeur du centre Renault de Flins (la plus grande des unités de production de la Régie nationale), déclare dans le journal d'information du personnel que : « la seule solution pour amortir les coûts fixes est de tenter, avec les mêmes installations, de faire plus de volume de production, autrement dit d'allonger les temps d'ouverture, les durées de fonctionnement des installations ».

Les grandes manœuvres ont débuté et les dirigeants des groupes de l'automobile vont appuyer sur l'accélérateur. Le « mariage de raison » (non entériné par l'Assemblée nationale...) entre Renault et Volvo, la « vaste coopération » envisagée entre les géants industriels Daimler Benz et Mitsubishi, mon-

Nationale vendredi dernier, le ton des conversations entre militants ne se faisait pas vraiment l'écho des déclarations confédérales sur l'estrade. « C'est le développement des luttes qui seul pourra mettre en échec ces orientations », a-t-il été déclaré, mais le combat pour la réintégration des « dix » n'a pas abouti, au-delà des déclarations d'intention.

L'atmosphère était certes chaleureuse (plus PC que CGT, mais ce n'est pas nouveau à Billancourt...), mais les faits sont là, têtus, et la méthode Coué adaptée au syndicalisme n'a jamais donné de bons résultats.

Pour s'opposer à la politique industrielle que l'« on » veut mettre en place en Ile-de-France, il aurait fallu un minimum d'unité d'action. Force est de constater que l'article n'est pas disponible en magasin pour longtemps !

### Puzzle social

Chacun dans ses zones d'influences, s'activant pour sa boutique, le capitalisme européen de l'automobile va-t-il donc nous manger tout cru, ne se disputant à l'occasion que pour le choix de la sauce ? Il n'en est heureusement pas ainsi, car outre les différences d'alliances et de poches, l'Europe sociale restera selon le *Nouvel Economiste* un puzzle où le clivage « demeure fondamentalement dans l'exercice des pouvoirs de décision ».

En effet, l'uniformisation n'est pas encore au point, le profil bas que l'on voudrait imposer reste encore dans les limbes. Rien que dans le cadre des négociations : régime de la codécision en Allemagne fédérale, négociation contractuelle au Royaume-Uni, procédure de consultation ou négociation en France et en Italie, système étatique en Espagne... Et bien sûr l'« inconnu » de l'Europe de l'Est.

Laquelle sera la plus belle pour être vendue ? gation de la durée quotidienne, « de ce point de vue, force est de reconnaître que le cadre réglementaire français offre des possibilités plus grandes grâce au régime particulier du travail posté ».

Sauce japonaise pour une stratégie allemande, sera-t-il le titre de la prochaine mésaventure des travailleurs européens ? Les organisations syndicales vont à la riposte en ordre dispersé sur des objectifs souvent différents... Il reste des poches de résistance, mais ça ne suffit pas pour l'avenir. Et s'il fallait renouveau avec de l'imagination ?

Alexis PIERRE

(1) Comme dans presque tous les domaines, la « seule » CGT entend agir seule, unité dans les luttes ?

## En bref

### • CONTACT :

En vue de constituer un pôle libertaire du côté de Saint-Genest d'Ambière (86140), visant au développement d'une pratique d'entraide dans le travail et les loisirs en milieu rural, vous pouvez téléphoner à J. Maurice au 49.90.76.00.

### • PUBLICATION :

Le Scalp de Nantes vient de sortir son bulletin n° 3 au prix de 8 F. Vous pouvez l'obtenir à l'adresse suivante : CERED, BP 322, 44803 Saint-Herblain cedex. L'abonnement est de 20 F

### • INITIATIVE :

Le Syndicat Santé, Social, Enseignement Rhône-Alpes de la CNT, organise lundi 26 mars, à 19 h, au Palais du Travail de Villeurbanne (9, place L. Goujon), salle 21, une réunion publique sur « l'immigration dans la crise ».